



Tunis, Tunisie le 15 Juin 2016

TROISIEME COMMUNICATION SUR LE PROGRES

BIOME SOLAR INDUSTRY renouvelle son engagement au Pacte Mondial des Nations Unies.

BIOME SOLAR INDUSTRY (BSI) est membre du Global Compact (Pacte Mondial) depuis 2013. Nous soutenons les dix principes du Pacte Mondial relatifs aux droits de l'Homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. La communication présente nous permet d'exprimer notre intention de continuer à progresser sur ces axes au sein de notre sphère d'influence.

Nous sommes une entreprise dynamique qui se trouve également en relation avec de nombreux clients liés à l'énergie verte ; il est donc vital que nous allions au-delà du simple respect des normes légales et que nous donnions l'exemple, en montrant que nous nous préoccupons de notre impact sur l'environnement, sur le bien-être de nos employés, sur nos fournisseurs et sur notre engagement à des pratiques justes dans nos transactions.

Par ailleurs l'année 2015 a été très active et de nombreux progrès ont été réalisés dans l'entreprise, en particulier en ce qui concerne l'environnement de travail de nos employés et notre propre impact sur l'environnement. Notre stratégie nous a permis de rester fidèles à nos valeurs de travail, d'intégrité, de transparence, de responsabilité et d'esprit d'équipe, en poursuivant notre développement afin d'assurer notre durabilité de leadership sur le marché tunisien. Biome Solar Industry était parmi les sociétés impliquées dans la démarche EDILE et a emporté le Trophée EDILE lors de la semaine économique à Marseille, en Novembre 2015 dans le cadre de notre démarche RSE. Aussi, étant un membre actif du « Steering Committee » du Réseau Local Pacte Mondial Tunisie, nous avons travaillé en vue d'intégrer d'autres membres au réseau du pacte mondial.

Nous nous engageons à faire du Pacte Mondial et de ses principes une part inhérente de la stratégie, de la culture et des activités quotidiennes de la société, et à participer à des projets collaboratifs qui permettent la réalisation des objectifs des Nations Unies et à contribuer à la réalisation de la vision du Pacte Mondial : une économie porteuse d'un développement durable. Nous exprimerons notre engagement de manière claire à nos partenaires, nos employés et au public. Nous reconnaissons que l'un des éléments clés de la participation au Pacte Mondial est la soumission d'un rapport annuel – la communication sur les progrès (COP) décrivant les efforts de notre entreprise pour mettre en œuvre ces dix principes. Nous sommes en faveur de la responsabilité publique et de la transparence, et nous nous engageons donc à communiquer sur nos progrès dès la première année de notre adhésion au Pacte Mondial, puis chaque année, conformément à la politique de COP du Pacte Mondial.

**Le Président Directeur Général
Ahmed ERNEZ**

BIOME SOLAR INDUSTRY
B.P 394 - Béja Nord
Usine: Zone Industrielle Béja Nord
Tél: 78.440 440 - Fax: 78.440 040

Description de l'approche de BSI pour l'implantation des principes du Pacte Mondial

La responsabilité sociétale de notre entreprise se définit suivant le domaine d'application des lignes directrices de la sphère d'influence de notre entreprise afin d'assurer la responsabilité des impacts de nos activités et décisions en adoptant un comportement transparent et éthique qui est intégré dans l'ensemble de notre système et mis en œuvre dans nos relations et dans certains cas être en mesure d'influencer les décisions ou le comportement des parties avec lesquels nous sommes en relation. Les actions socialement responsables menées par BSI se sont inscrites en faveur du Pacte Mondial de l'organisation des Nations Unies. Chaque année BSI confirme cet engagement en publiant une synthèse de ses actions (ou bonnes pratiques) mesurées par des indicateurs de performance : la Communication sur le Progrès (COP) dont voici les différentes actions mises en place par BSI concernant l'ensemble des thèmes du Pacte Mondial pour l'année 2015.

Adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies

Depuis son adhésion au Pacte Mondial, le 14/03/2013, BSI a annoncé à ses principales Parties Prenantes son soutien aux principes du Pacte Mondial. Ces valeurs sont intégrées à la culture d'entreprise et les actions suivantes ont été menées depuis cette date:

- Lettre adressée par la Direction Générale aux autorités, aux fournisseurs et aux institutions publiques les informant que BSI a adhéré au Pacte Mondial
- Affichage des Principes du Pacte mondial dans les locaux de l'entreprise.
- Annonce de l'adhésion sur le site Web de l'entreprise.
- Communication verbale aux membres du conseil d'administration, et aux membres de la commission consultative paritaire de l'entreprise;
- Adhésion au Réseau Local Pacte Mondial Tunisie
- Diffusion de la première communication sur le progrès de BSI
- Diffusion de la deuxième communication sur le progrès de BSI

Droits de l'Homme

Principe n° 1 : Promouvoir et respecter la protection des droits de l'homme

Affirmation du principe : BSI réaffirme son engagement pour promouvoir et respecter les droits de l'homme.

BIOME SOLAR INDUSTRY respecte les droits de l'Homme dans toutes les transactions avec les collaborateurs, clients, fournisseurs, actionnaires et autres partenaires et en faisant preuve de la prise en compte des impacts en matière de droits de l'homme dans les décisions d'investissement et d'achat, y compris la sélection des fournisseurs/sous-traitants.

BSI lutte contre la précarisation de l'emploi en favorisant autant que possible les embauches en CDI.

BSI fait preuve de respect de la législation en vigueur en matière de santé et de sécurité dans l'environnement de travail et respecte l'exercice du droit syndical au sein de l'entreprise.

A travers ses engagements, BSI renforce son adhésion et celle de son personnel aux principes du respect des droits de l'homme

Principe n° 2 : Ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

Affirmation du principe : BSI réaffirme son engagement pour ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme.

Depuis son adhésion au Pacte Mondial, BSI n'applique aucune mesure en relation avec la violation des droits de l'homme et ne soutient et n'adhère pas aux activités pouvant avoir une relation avec la violation des Droits de l'Homme dans toute sa sphère d'influence.

BSI a pris les mesures nécessaires pour rejeter le recours au travail forcé ou toute autre forme de travail obligatoire ainsi que le recours au travail des enfants y compris chez les fournisseurs, sous-traitants, clients et partenaires.

Des dispositions sont mises en place par BSI favorisant la flexibilité dans l'organisation du travail de façons à permettre un juste équilibre entre l'activité professionnelle et la vie privée de ses employés.

BSI n'a pas détecté de violation des droits de l'Homme dans son cercle d'intervention.

Droits Fondamentaux au Travail

Principe n° 3 : Respect de la liberté d'association et reconnaissance du droit de négociation collective

Affirmation du principe : BSI réaffirme son engagement de respecter la liberté d'association et le droit de négociation collective.

BSI réaffirme, aussi, son engagement à respecter le droit syndical sans aucune restriction en intégrant la culture des réunions régulières entre le syndicat et la Direction et en aménageant un nouveau local pour les réunions et les activités du syndicat au sein de l'entreprise.

Le Comité consultatif de l'entreprise, constitué de représentants élus du personnel se réunit régulièrement avec la Direction et donne son avis sur les sanctions disciplinaires, les avancements, les améliorations des conditions du travail, l'hygiène et la sécurité au sein de l'entreprise.

BSI a mis en œuvre les amendements introduits récemment par les partenaires sociaux dans la convention collective du secteur, ainsi que les augmentations des salaires décidées par les partenaires sociaux et le Gouvernement.

Le médecin de travail conventionné se rend toutes les semaines dans l'entreprise pour examiner le personnel.

A travers ces actions, le climat social est devenu serein puisqu'on a réduit au minimum les éléments de recours à la grève. Aussi, les conditions du travail sont favorables et on a constaté une adhésion massive du personnel aux différentes structures représentatives.

Principe n°4 : Elimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire :

Affirmation du principe : BSI condamne avec force, rejette et bannit toute forme de travail forcé ou obligatoire et veille au respect de la liberté du travail.

BSI lutte contre la précarisation de l'emploi en favorisant autant que possible les embauches en CDI, tout en conformité avec les dispositions de la convention collective sectorielle applicable à l'entreprise

Tous les recrutements sont effectués à travers l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant ou l'appel à candidature.

BSI affiche les horaires de travail, et les heures supplémentaires sont limitées et rémunérées suivant la Convention collective

BSI rejette le recours au travail forcé ou toute autre forme de travail obligatoire et a réussi à établir une concertation permanente avec le syndicat pour convenir des mesures appropriées liées à toute nouvelle charge de travail.

Principe n°5 : L'abolition effective du travail des enfants :

Affirmation du principe : BSI réaffirme son engagement de respecter les dispositions de la législation nationale concernant l'interdiction du travail des enfants et les conventions internationales appropriées ratifiées par la Tunisie.

BSI réaffirme son engagement à respecter le Droit International et la législation nationale relative au travail des enfants.

Aucun enfant n'est engagé dans notre entreprise tant qu'il n'a pas atteint l'âge légal de travailler. Tous les apprentis en stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) sont régis par des contrats d'apprentissage et d'initiation professionnelle cosignés par les trois parties (le jeune diplômé, l'entreprise et le bureau d'emploi qui relève du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi).

Principe n°6 : L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession :

Affirmation du principe : BSI réaffirme son engagement de condamner toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Plaçant depuis son origine la diversité au cœur de ses valeurs clés, BSI attache une importance particulière au respect des principes d'égalité et de non-discrimination lié à l'âge, le sexe, la religion, le handicap, la situation maritale, les opinions politiques ou philosophiques, l'appartenance à un syndicat, tant au niveau de ses embauches que dans l'évolution professionnelle de ses salariés.

BSI s'engage ainsi à être un employeur responsable envers chacun de ses collaborateurs de manière identique et sans discrimination.

La formation professionnelle continue permet d'augmenter la performance des salariés pour mieux s'adapter aux exigences de leur projets et de se maintenir dans leur emploi avec l'acquisition de nouvelles compétences.

Conscient de l'enjeu de la formation à la fois pour le collaborateur et l'entreprise, BSI attache une importance toute particulière à la formation de l'ensemble de ses collaborateurs ainsi qu'au partage et à la valorisation des savoirs et de l'expérience. BSI conduit en ce sens et chaque année une consultation auprès de chaque Directeur de département afin de déterminer les axes stratégiques de formation envisage pour l'année à venir. Ceci nous permet d'établir un plan de formation annuel précis tenant compte à la fois des besoins de l'entreprise mais également des demandes formulées tout au long de l'année par les collaborateurs.

Environnement

Principe n°7 : application de l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement :

L'adoption de l'approche de précaution dans la gestion du risque environnemental associé à notre activité est compatible avec notre principe de prévention « mieux vaut prévenir que guérir » ; car améliorer notre performance environnementale aura un impact positif sur la performance globale.

A cet effet, BSI assure un suivi de ses consommations d'énergie et de l'eau. En 2015, BSI a obtenu 100% de séparation des déchets dangereux des autres déchets et elle a amélioré leur gestion en évitant les rejets accidentels des produits chimiques, des hydrocarbures et des huiles. Ce qui a engendré une réduction de la consommation d'eau de 9.8% à fin 2015 et une diminution de la consommation d'électricité de 10% par rapport à 2014

Principe n°8 : promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement :

La stratégie de BSI vise la réconciliation de ses objectifs économiques et de protection de l'environnement dans une perspective de développement durable et en cohérence avec les objectifs du Pacte Mondial.

BSI a consolidé le système de tri sélectif et de recyclage des déchets ainsi que le système de collecte des huiles usées. D'où, 100% de séparation des déchets dangereux des autres déchets et amélioration de leur gestion

La consommation électrique est aussi sous surveillance.

Consignes à l'ensemble des collaborateurs : mise en veille au bout de 15 Minutes d'inactivité des ordinateurs

Serveurs et éclairages à basse consommation

Cet effort se caractérise notamment par la rationalisation du nombre des photocopieurs et imprimantes du BSI tout en promouvant un usage raisonnable de leurs consommables.

En conséquence, cet équipement a fortement disparu sur les dernières années de chaque bureau pour être majoritairement connecté au réseau limitant ainsi le nombre de machines et leur impact négatif sur l'environnement.

Nous menons des campagnes régulières de sensibilisation au gaspillage de papier et d'encre occasionne par l'impression inutile de documents, BSI encourage la dématérialisation des documents, et l'impression recto-verso et en noir et blanc des documents.

Principe n° 9 : favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement :

L'adoption dans notre politique du principe d'amélioration continue nous incite à considérer l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies y compris les technologies écologiquement rationnelles comme un choix stratégique qui influence le développement et la pérennité de notre entreprise à long terme.

Opérant cette politique en collaboration avec de nombreux partenaires et fournisseurs, BSI est très attentif à la problématique Achats dans le cadre de sa responsabilité environnementale et sociale, nous nous engageons ainsi à réaliser des Achats Responsables et à mener à bien une politique de sélection de nos partenaires et fournisseurs en conformité avec les principes établis dans le Pacte Mondial des Nations Unies.

Lutte contre la corruption

Principe n°10 : lutte contre la corruption

BSI s'engage solennellement à combattre la corruption sous toutes ses formes et quel que soit le prix à payer.

Cet engagement a été renforcé par les principes véhiculés par la révolution tunisienne.

BSI s'engage également à éviter les situations de conflits d'intérêt personnel contraires aux intérêts de l'entreprise ou de ses clients.

Réalisations et évaluation des objectifs

L'année 2015 a été marquée par la réalisation et la consolidation des programmes que nous avons entrepris, dans le cadre du Pacte mondial.

Les principales réalisations sont les suivantes :

1. En 2015, BSI a renforcé le dialogue avec les syndicats, ce qui a contribué à l'amélioration du climat social au sein de l'entreprise.
2. Respect de la législation en matière d'Elections : Les dernières élections professionnelles ont eu lieu courant octobre 2015.
3. BSI à travers son SMQ a une procédure PR/GRH/06A (Procédure pour la gestion des Ressources Humaines) et une procédure 6.2PG09C (Procédure de Formation et Recrutement) ainsi que les documents associés. Ces procédures contribuent à promouvoir les principes du pacte mondial en matière de formation et droit de travail.
4. La charte particulière de BSI, inspirée de l'activité de celle-ci et des dix principes du pacte mondiale, est distribuée lors de chaque nouveau recrutement. Ce dernier doit prendre connaissance du contenu de la charte, la signer et fait partie de son dossier de recrutement.

5. Le service GRH dispose aussi d'un programme de formation au profit des cadres et agents de BSI, à titre indicatif le budget alloué à la formation est en augmentation d'une année à l'autre comme le montre le tableau suivant :

Année	Nombre de bénéficiaires	Montant (DT)
2011	11	2000
2012	14	2400
2013	3	1200
2014	60	13200
2015	97	34200

6. Le service de Gestion des Ressources Humaines de BSI gère aussi les activités sociales de l'entreprise. Durant l'année 2015, BSI a fait bénéficier 45 agents de crédits personnels sans intérêts et a réalisé des actions sociales au profit du tissu associatif en Tunisie. Le tableau ci-après donne l'évolution des montants des crédits et du nombre de bénéficiaires :

Année	Nombre de bénéficiaires	Montant (D.T.)
2009	10	15000
2010	15	25000
2011	18	28000
2012	23	32000
2013	31	36000
2014	36	42500
2015	45	58500

7. Concernant les dons, BSI accorde chaque année un soutien financier aux parties nécessiteuses, ci-après une idée sur les montants de ces dons qui, eux aussi, ont subi une augmentation par rapport à l'année 2014 :

Année	Bénéficiaires	Montant (D.T.)
2009	Associations Handicapés Personnel nécessiteux Autres	300
2010		350
2011		600
2012		1500
2013		2500
2014		3200
2015		7800

8. BSI dispose aussi d'un service de médecine de travail dans le cadre d'une convention avec un médecin de Travail. En 2015, tout le personnel (100%) de BSI est couvert par la médecine de travail.

Aussi, pour l'année 2015 ;

BSI effectue des CODIR (réunion de comité de direction) tous les trimestres dans le cadre de son Système de Management Qualité.

Des réunions entre la direction et les délégués du personnel tous les mois. Affichage des comptes rendus pour le personnel.

A n'importe quel moment le personnel peut s'entretenir avec la Direction ou avec un Responsable de service.

9. En 2015, BSI a remporté le premier prix du label EDILE récompensant les projets pilotes méditerranéen visant à maximiser les impacts locaux positifs des projets d'investissement, selon des axes transverses aux niveaux économique, social, environnemental et communautaire.



Plan d'action 2013-2017

Depuis 2013, BSI a mis en place une stratégie d'amélioration continue pour poursuivre l'intégration de la RSE de manière encore plus marquée, en sensibilisant l'ensemble des collaborateurs et partenaires :

- Au bien-fondé de la démarche
- En informant sur les enjeux du développement durable
- En valorisant au maximum les « Best practices » de l'entreprise auprès de nos partenaires, de nos clients et de nos collaborateurs.

Durant l'année 2015, BSI, avec l'appui de la coopération technique allemande (projet GIZ/RSE), a réalisé les principales actions suivantes :

1. Bulletin d'information : qui a pour but d'informer en interne le personnel de BSI sur l'évolution de leur entreprise, il consolide aussi le sentiment d'appartenance. Ce bulletin constitue aussi un support de communication avec les parties prenantes
2. Boite de suggestions : qui constitue un moyen de recueillir les attentes du personnel et permet à la direction de mieux comprendre les besoins du personnel.
3. Diffusion des principes du PM : BSI contribue davantage dans la diffusion des principes et des valeurs du PM à travers :
 - ✓ L'organisation d'un échange d'expériences avec les installateurs destiné, entre autre, à la RSE, ce qui permet de diffuser les principes du PM au niveau du réseau des installateurs de BSI
 - ✓ L'organisation d'une action auprès des jeunes afin de contribuer à diffuser les principes du PM.

Bonnes pratiques RSE de BSI

Principes du PM concernés par la bonne pratique:

- Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Origine et initiateur de la bonne pratique

Les cinq premières années de mise en œuvre du mécanisme PROSOL de promotion des chauffe-eau solaires en Tunisie montre que les aspects liés à la qualité des services d'installation et de maintenance doivent être pris en considération. D'autre part, les installateurs qui sont en contact direct avec les clients finaux doivent se doter des compétences nécessaires pour réussir leurs relations tant au niveau de l'installation qu'au niveau de la maintenance et du SAV (service après-vente).

Par ailleurs le PROSOL-Résidentiel est appelé à s'élargir vers les secteurs tertiaire et l'industrie, les installateurs doivent être qualifiés pour assurer un meilleur rôle en faveur de l'image du solaire thermique. L'amélioration des compétences et l'apprentissage contribuent à la diffusion des CES en tant que technologie d'énergie renouvelable.

La charte Qualisol (qualité d'installation solaire) exige que l'installateur soit formé continuellement pour accéder à ce label et le maintenir.

Dans ce contexte, les contraintes suivantes sont identifiées auprès des installateurs :

- ✓ Capacités limitées dans le domaine des services d'installation des chauffe-eau solaires notamment dans les applications collectives et dans l'industrie
- ✓ Capacités insuffisantes pour les services de maintenance et de SAV
- ✓ Image du solaire thermique comme solution propre de production d'eau chaude pas assez développée

A travers ce projet, BIOME SOLAR INDUSTRY souhaite renforcer ses relations avec les installateurs et les opérateurs dans les énergies renouvelables. Les initiateurs de cette bonne pratique sont :

- ✓ Ahmed ERNEZ : PDG de BSI et,
- ✓ Mohamed ZARROUK : RMQ de BSI

Objectifs de la bonne pratique

Afin d'atteindre l'objectif du projet relatif au renforcement des capacités des opérateurs du domaine du solaire thermique en Tunisie ce qui contribue à consolider la filière et à améliorer la qualité des services et permettrait d'améliorer l'image de la technologie, les objectifs spécifiques suivantes sont visés :

- ✓ Développer le marché d'installation et de service de maintenance au profit des opérateurs opérant dans le cadre du programme PROSOL (environ 1200 micro entreprises) en partenariat avec la profession.
- ✓ Améliorer l'image de marque des CES par une meilleure relation avec le client final
- ✓ Améliorer la qualité d'installation des CES à travers les 10 principes la charte Qualisol
- ✓ Transfer un savoir-faire dans la région notamment au Maroc et en Egypte pour créer les conditions de qualité pour des marchés immergeant.

Consistance de la bonne pratique (actions, coût, étendu...)

Afin de contribuer au renforcement des capacités des opérateurs du domaine des EnRs et plus précisément les technologies solaires en Tunisie, la GIZ et BSI se sont associés dans un PPP visant la création du centre intégré de formation. Ce centre mis en place au sein de BSI participerait à la consolidation des filières d'EnRs et à l'amélioration de la qualité des installations et des services. Le centre qui permettrait, en fait, d'améliorer l'image des technologies d'EnRs, se propose de réaliser les activités clé suivantes:

- Formation des installateurs pour améliorer leurs compétences dans le domaine de l'installation, la maintenance et le SAV des CES individuels et des systèmes d'EnRs.
- Formation des installateurs sur le montage et la maintenance des petites installations solaires (moins de 30 m²) et PV
- Formation des installateurs, des bureaux d'études et de contrôle sur les applications du solaire thermique et PV dans les PME.

Au niveau pédagogique, le centre décernera une formation :

- **Théorique** en salle en utilisant l'approche d'enseignement dispensé par un formateur qualifié, cette formation fournira toutes les connaissances techniques pour doter l'apprenant des aspects théoriques
- **Pratique** en utilisant la plateforme des travaux pratiques prévue dans l'espace de manipulation technologique
- Et **informatique** permettant aux apprenants de développer leurs compétences dans les domaines de dimensionnement et conception des installations en utilisant les logiciels et les logiciels appropriés.

Ainsi, le centre est agréé par les institutions Tunisiennes compétentes et ses activités de formation devraient être reconnues par les autorités concernées en l'occurrence le Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi (MFPE) et le Ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche Scientifique (MESRS). De ce fait, le centre de formation BSI pourra exercer comme un centre national de formation conformément à la législation Tunisienne en la matière.

Outre cette reconnaissance administrative, BSI, avec l'appui de la profession et le Cluster ERs, fera le nécessaire pour assurer la reconnaissance scientifique et technique du diplôme. Cette reconnaissance passera obligatoirement par un processus de validation et d'approbation du contenu technique des programmes de formation par les structures concernées du Ministère de la formation professionnelle (le centre national de formation de formateurs et d'ingénierie de formation (CENAFFIF) et l'agence nationale de formation professionnelle (ATFP). Ce processus sera entamé une fois que la phase d'expérimentation de la formation sera réalisée.

Au niveau régional, le centre fera des démarches avec des structures internationales de formation, comme RENAC, pour se positionner comme centre d'excellence sur la demande des pays arabes et africains.

Le centre cible tous les opérateurs du marché des EnRs en Tunisie et dans la région MENA et les installateurs constituent les bénéficiaires directs des activités du projet. En outre, des bureaux d'études spécialisés et des bureaux de contrôle seront aussi des bénéficiaires du projet puisqu'ils sont impliqués dans la chaîne de valeurs des installations solaires.

Outre les activités de formation, le centre fournira la documentation pertinente permettant aux apprenants d'améliorer leurs connaissances complémentaires en utilisant les bibliographies et les documents de référence existants. Le centre assurera, aussi, une communication permanente pour la promotion de ses prestations auprès des parties prenantes nationales et régionales.

BSI, avec l'appui de la GIZ, a initié une coopération avec RENAC (Académie des énergies renouvelables) dans les domaines spécifiques suivants :

- Formation des opérateurs locaux dans les marchés du solaire thermique et PV, cette formation accompagnera :
- Les mécanismes existants pour l'utilisation des CES dans le résidentiel et le tertiaire,
- Les nouveaux mécanismes pour le solaire thermique dans l'industrie et pour le PV dans les PME qui sont en cours de mise en œuvre par l'ANME,
- L'ordonnance solaire qui pourrait se mettre, progressivement, en place en Tunisie,
- Formation des acteurs dans d'autres pays, notamment, dans le cadre de la démarche en cours menée par RCREEE ou en collaboration avec des organismes internationaux comme la BAD,...



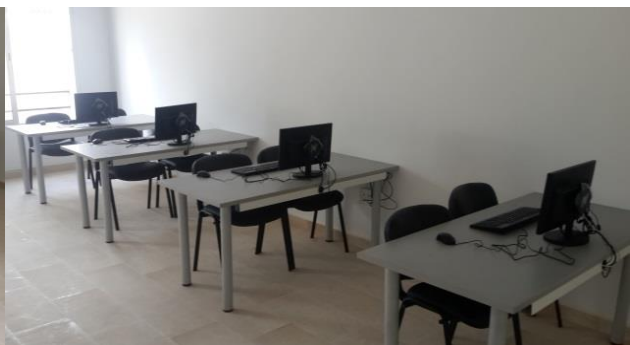
Centre de Formation BSI



Salle de Documentation



Salle de Formation



L'inauguration du centre a été effectuée le 18 mai 2016 par S.E. Dr Monji Marzouk, Ministre de l'Energie et des Mines et S.E. Dr Andreas Reinicke, Ambassadeur de l'Allemagne en Tunisie.



Centre de Formation BSI